

Le service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse

Communiqué de presse sur la Bosnie-Herzégovine

Embargo : jeudi 21 janvier 1993 à 9 h 00 GMT

Index AI : EUR 63/02/93

Diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES

ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI -

BOSNIE-HERZÉGOVINE.

Les viols et autres violations des droits fondamentaux se poursuivent

En Bosnie-Herzégovine, les femmes sont la cible d'horribles violences – viols et sévices sexuels – de la part des forces armées.

Dans l'un des deux rapports qu'elle publie ce jour (jeudi 21 janvier 1993), Amnesty International constate que *« les sévices sexuels sont très répandus, et sont parfois devenus une pratique systématique. Cette pratique semble faire partie de la répression ethnique qui caractérise la guerre d'une façon tragique, et les femmes ont parfois été délibérément capturées par les soldats pour être violées. »*

Dans son rapport, l'Organisation présente des cas de femmes qui ont été violées dans des maisons par des soldats de passage dans leur ville ou y résidant, des cas de femmes qui ont été violées dans des centres de détention et d'autres qui ont été intentionnellement détenues dans des hôtels ou d'autres bâtiments pour être violées par des soldats. Le viol est commis par toutes les parties au conflit, et les victimes sont des femmes de toutes origines. Mais les forces armées serbes s'en prennent plus particulièrement aux femmes musulmanes.

Une jeune fille de 17 ans a par exemple raconté à un médecin que des Serbes l'avaient emmenée avec d'autres femmes de son village dans des

cabanes situées dans les bois alentour. Elle y est restée détenue pendant trois mois avec 23 autres femmes, bien que, selon elle, une centaine de femmes y aient été amenées avec elle. Cette jeune fille a décrit comment un groupe de 12 femmes, dont elle, étaient régulièrement violées dans la cabane devant les autres ; celles qui essayaient de la défendre étaient battues par les soldats.

On peut se demander si le viol a été délibérément choisi par les chefs militaires en tant qu'arme de guerre ; il ne fait cependant aucun doute que les officiers de la région connaissaient les exactions commises – et qu'ils les ont cautionnées. Devant le sinistre tableau des violations des droits fondamentaux perpétrées en Bosnie-Herzégovine, une telle indifférence est absolument révoltante, d'autant plus que le viol et toutes les autres violences représentent de graves infractions aux principes humanitaires des conventions de Genève.

Dans son deuxième rapport, Amnesty International présente les atrocités perpétrées dans une ville de Bosnie-Herzégovine entre avril et novembre 1992 à travers le journal tenu au jour le jour par un Musulman. Ce dernier raconte comment les habitants de Bosanki Petrovac ont été intimidés, blessés, emprisonnés, arrêtés ou tués. Toutes ces horreurs sont d'autant plus insupportables qu'elles se sont déroulées sous nos yeux, à travers les médias, alors même que la communauté internationale toute entière suivait de près les événements en ex-Yougoslavie – et les condamnait haut et fort.

Le journal illustre l'horreur dans laquelle la ville a progressivement sombré, le climat de tension qui y régnait ayant basculé dans la terreur. Les Musulmans ont commencé par perdre leurs emplois, puis, la

situation s'est peu à peu dégradée : les soldats serbes se sont mis à tirer sur les maisons des Musulmans, les hommes ont été emprisonnés, les maisons, incendiées, et les civils, tués. Des milliers de personnes en danger de mort n'avaient d'autre solution que la fuite.

L'auteur du journal décrit la terreur dans laquelle ont vécu les Musulmans :

« Quand la nuit tombe, l'angoisse monte, on craint le pire ; on attend ce moment en tremblant de peur. Les Musulmans sont terrifiés, conscients d'être encerclés et livrés à la merci de ceux que rien ne peut apaiser... Ce moment de la journée est idéal pour le meurtre, le pillage, les mauvais traitements, le viol et l'incendie. »

Tout cela se déroulait alors même que la communauté internationale découvrait les violations qui avaient été commises ailleurs en Bosnie-Herzégovine. *« Dans tous les pays du monde, les gens étaient atterrés par l'horreur des camps de détention en Bosnie-Herzégovine ; pendant ce temps, les forces armées elles-mêmes continuaient à violer les droits de l'homme. Nous craignons que même maintenant, alors que des négociations de paix sont engagées, les violations se poursuivent en raison des hostilités entre les forces croates de Bosnie et celles du gouvernement bosniaque »*, a déclaré Amnesty International.

Mais si ces forces et leurs chefs ne semblent pas s'en soucier, des centaines de milliers d'autres personnes à travers le monde prennent ces événements très à cœur. Lorsque l'Organisation a demandé d'écrire pour protester contre les violences perpétrées dans l'ex-Yougoslavie, près d'un demi-million de personnes, originaires de très nombreux pays de toutes les régions du monde, ont répondu à l'appel.

« Tous ceux qui sont impliqués – les dirigeants de toutes les parties au

conflit, les délégués qui participent aux pourparlers de paix et la communauté internationale toute entière – doivent prendre conscience du fait que l'avenir de la région repose avant tout sur le respect des droits de l'homme, et que les violations commises à l'heure actuelle constituent déjà un grave handicap. Des centaines de milliers de simples citoyens se sont mobilisés pour écrire aux délégués ; ceux qui détiennent le pouvoir ne se sentent-ils pas suffisamment concernés pour mettre fin à ces violations ? »

FIN DU COMMUNIQUÉ.